



N° 4
août 2020

Des informations
au sujet du COVID-19
tenues à jour
quotidiennement sur
[www.berner-aerzte.ch/fr/
page-daccueil/
coronavirus](http://www.berner-aerzte.ch/fr/page-daccueil/coronavirus)

doc.be

Le magazine de la
Société des Médecins
du Canton de Berne

Sujets de cette édition

**Linda Nartey fait
le point sur la première
vague du coronavirus**

**Après la crise, c'est
avant la crise**

Coach my Career



Risques viraux et autres

Le nouveau coronavirus continue de dominer les médias et notre vie quotidienne. Dans le monde entier, le nombre d'infections, mais également celui des décès liés au COVID-19, atteint malheureusement chaque jour de nouveaux records. En Suisse aussi, les infections ont constamment progressé au cours des dernières semaines. Lisez dans ce numéro l'interview intéressante réalisée avec la médecin cantonale bernoise Linda Nartey au sujet du développement de la pandémie et de ses appréciations.

Une certaine insouciance et un relâchement se sont répandus dans la population, ainsi que dans nos rangs. Il ne faut alors pas s'étonner que des mesures plus strictes aient dû être prises, comme l'obligation du port du masque dans les transports publics ou la quarantaine obligatoire après un séjour dans un pays à risque. Aujourd'hui déjà, quelques cantons vont encore plus loin, par exemple avec l'obligation du port du masque dans tous les magasins. D'autres restrictions sont-elles à prévoir ? Il est encore en notre pouvoir de contenir le virus, en mettant rigoureusement en pratique les règles d'hygiène et de distanciation, et en faisant preuve de la prudence nécessaire au cabinet, en famille et dans les espaces publics.

Malgré la crise du coronavirus, les milieux politiques se sont à nouveau penchés sur le sujet du système de santé et des mesures de maîtrise des coûts. La SMCB reprend donc cet été sa campagne contre la possible introduction d'un budget global, notamment en passant des annonces dans la presse. Vous pourrez lire les nouveaux dialogues fictifs mettant en garde contre un rationnement des prestations sur <https://www.aerzte-und-patienten.ch/fr/#medecins-et-patients>.

Restez vigilants, protégez vos patients, vos collaborateurs et vous-mêmes, et faites face à tout ce qui nous menace, au cabinet et en politique.

Dr. med. Esther Hilfiker

Dr. med. Rainer Felber

Dr. med. François Moll

Dr. iur. Thomas Eichenberger

Marco Tackenberg

Comité de la Société des médecins du canton de Berne

Contenu

4 «D'après l'état actuel de nos connaissances, nous avons fait ce qu'il fallait.»

Retour sur le début de la crise du coronavirus avec la médecin cantonale Linda Nartey.

10 Après la crise, c'est avant la crise

Pendant la crise du coronavirus, la Suisse a pu s'appuyer sur trois facteurs de résilience, que nous devons continuer à préserver à l'avenir.

12 Différent et essentiel

Britta Reinsch a été élue à la présidence du conseil d'administration de PonteNova en août 2019. Son bilan sur la première année de son mandat.

14 Impressions de l'Assemblée des délégués

16 Bien conseillés pour avancer

Le projet de mentorat «Coach my Career» aide les jeunes et futurs médecins à planifier leur carrière professionnelle.

18 Prix Olé pour le corps médical suisse

Le parlement des enfants de la ville de Berne décerne son prix 2020 pour les comportements respectueux à l'égard des enfants aux médecins de Suisse.

19 be-med a 10 ans

L'école bernoise pour les professions d'assistance médicale fête cette année ses 10 ans d'existence.

Des informations au sujet du COVID-19

Protégez-vous ainsi que le personnel de votre cabinet, et informez-vous au sujet du nouveau coronavirus (SARS-CoV-2, COVID-19). Vous trouverez un dossier à jour contenant tous les liens importants sur notre site Internet: www.berner-aerzte.ch/fr/page-daccueil/coronavirus.html

BETAKLI 2020: enregistrez-vous maintenant



Les BETAKLI, les journées bernoises de la clinique, auront à nouveau lieu du 25 au 28 novembre 2020. Les BETAKLI sont une formation continue reconnue organisée par la Société des médecins du canton de Berne, la faculté de médecine de l'Université de Berne et l'Hôpital de l'Île. Elles regroupent des séances plénières, des ateliers et des visites cliniques. Vous trouverez le programme et des informations supplémentaires sur www.betakli.ch. Enregistrez-vous en ligne dès aujourd'hui!

Mentions légales

doc.be, organe de la Société des Médecins du Canton de Berne; éditeur: Société des Médecins du Canton de Berne, Postgasse 19, 3000 Berne 8 / paraît 6x par an; responsable du contenu: comité directeur de la Société des Médecins du Canton de Berne; rédaction: Marco Tackenberg, Nicole Weber et Markus Gubler, service de presse et d'information de la SMCB, Postgasse 19, 3000 Berne 8, T 031 310 20 99, F 031 310 20 82; tackenberg@forumpr.ch, weber@forumpr.ch, gubler@forumpr.ch; annonces: Nicole Weber, weber@forumpr.ch; conception / layout: Definitiv Design, Berne; impression: Druckerei Hofer Bümpliz AG, 3018 Berne; photo de couverture: Keystone

Les déclarations exprimées par nos interlocuteurs et œuvres de tiers reflètent leurs propres opinions. Le doc.be n'assume pas les affirmations de ses interlocuteurs dans les entretiens et les articles publiés.

« D'après l'état actuel de nos connaissances, nous avons fait ce qu'il fallait. »

Que s'est-il passé à l'Office du médecin cantonal pendant la crise du coronavirus ? Qu'est-ce qui a particulièrement bien fonctionné à Berne pour que le nombre de cas reste si bas ? Et qu'est-ce qui aurait dû être abordé autrement ? Un premier bilan avec la médecin cantonale Linda Narthey.

Interview : Nicole Weber, Service de presse et d'information (PID)

Photos : Markus Gubler, Service de presse et d'information (PID)

L'entretien a eu lieu le 30 juin 2020 sur Zoom.

Mme Narthey, depuis quelques semaines, les mesures liées au coronavirus s'assouplissent rapidement. Quelle est la première chose qui était interdite pendant le confinement et que vous avez à nouveau faite ?

Peu de choses ont changé en réalité. Simplement, je peux maintenant à nouveau manger au restaurant à midi. Je ne dois plus apporter mon repas chaque jour. C'est un gain de temps et l'occasion de faire une petite pause. À un endroit où le concept de protection est bien appliqué et où je ne dois pas faire la cuisine moi-même.

Dans quel autre domaine attendez-vous tout particulièrement un retour à la normalité ? Qu'est-ce qui a été particulièrement difficile à supporter ?

Même si ce n'est pas le plus important : j'attends avec impatience le moment où l'on pourra à nouveau voyager spontanément et librement. Ce sera une forme de liberté supplémentaire.

Comme but de cette discussion, nous avons convenu de tirer un premier bilan prudent de la crise du coronavirus. Pensez-vous que c'est déjà le bon moment ?

Pour pouvoir préparer l'avenir, il convient bien évidemment de porter un regard sur le passé, mais je crois qu'il est encore trop tôt pour en tirer un bilan définitif. On le fera progressivement au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Néanmoins, nous devons réfléchir à ce que nous



Point de presse du 8 mai 2020 sur la campagne d'information «C'est sûr» qui appelle à consulter un médecin lorsque cela est nécessaire. Au micro depuis la gauche: la médecin cantonale Linda Nartey, le médecin-chef du service universitaire d'infectiologie Jonas Marschall, le président du gouvernement et directeur de la santé Pierre Alain Schnegg, la présidente de la SMCB Esther Hilfiker, la cheffe de l'Office des personnes âgées et des personnes handicapées Astrid Wüthrich.

mettrons en place lorsque les nombres de cas augmenteront à nouveau. Déterminer quelle mesure a été efficace, qu'est-ce qui a été une réussite et qu'est-ce qui a été un échec: tout cela constitue un véritable défi. Un jour, quand tout sera fini, on aura une vision plus claire de cette situation.

« Pour pouvoir préparer l'avenir, il convient bien évidemment de porter un regard sur le passé. »

Nous tenterons d'anticiper prudemment l'avenir à la fin de l'entretien, mais tout d'abord, récapitulons les événements: vous venez de passer des mois extrêmement éprouvants. Comment avez-vous vécu le début de la pandémie à l'Office du médecin cantonal? À partir de quel moment avez-vous pris conscience que cela allait être une véritable épreuve?

Ce n'est pas si facile à dire. Avec l'OFSP, nous avons été les premiers à être confrontés à cette question. En regardant la Chine, nous avons pu nous préparer progressivement. La situation est devenue sérieuse ici dès la fin du mois de janvier, avec des discussions quotidiennes, des évaluations de la situation, des suivis, ou encore le développement de la stratégie de l'OFSP. On réfléchissait également à la façon d'identifier des cas et de tester, etc. Fin février, nous étions véritablement au cœur du sujet.

En concertation avec les hôpitaux et les cabinets, nous avons alors dû chercher qui ferait les tests, comment procéder en présence de cas positifs, quels préparatifs mettre en place et où procéder à des ajustements. Ceci afin d'éviter une situation comparable à celle de l'Italie du Nord.

Le 13 mars, le Conseil fédéral a déclaré la situation extraordinaire; les compétences des cantons ont ensuite été limitées à partir du 16 mars. Dans quelle mesure cela a-t-il changé votre travail?

Rien n'a changé en ce qui concerne l'intensité: elle a augmenté avec la pandémie et n'a ralenti que dans le courant du mois de juin. Cependant, à partir de ce moment, nous n'avions plus de pouvoir de décision direct et appliquions donc les décisions du Conseil fédéral et de l'OFSP. En ce sens, nous sommes un peu passés en deuxième ligne.

Quels ont été les défis les plus intenses que l'Office du médecin cantonal a dû relever au cours de la crise du coronavirus?

Au fond, rien d'inattendu: il y avait un plan de pandémie, nous savions ce qu'il fallait faire dans ce cas. Ce qui a été très intense, c'est l'évaluation de la situation sur la base du peu de données disponibles. Le plus grand défi était et reste encore le traitement de l'information et la communication. Nous étions et sommes en lien constant avec le service fédéral compétent; de nombreux documents et principes de base ont été élaborés et nous devions en prendre connaissance et les traiter très rapidement. Le but était de pouvoir indiquer à tout moment à tous

les partenaires impliqués l'information suivante: quelles sont les consignes qui s'appliquent à notre cas? Sommes-nous à même d'appliquer les prescriptions en tout point? De plus, nous étions le premier point de contact pour les prestataires de la santé, certains spécialistes et, au niveau cantonal, pour des directions et des domaines de compétences. Nous avons eu un très grand nombre de demandes.

Voyez-vous ici un potentiel d'amélioration pour l'avenir?

Je ne pense pas que cela puisse se passer vraiment différemment. Ce que l'on pourrait faire de plus, c'est prévoir une organisation de la communication de crise plus rigoureuse. Les procédures doivent être encore plus efficaces, pour que nous puissions communiquer encore plus vite. Nous sommes en train d'examiner ce que l'on peut améliorer. Et sinon, nous devons faire avec les ressources que nous avons. Nous sommes une petite équipe. Nous avons bien sûr reçu des renforts, mais nous ne disposons pas d'une marge de manœuvre illimitée pour faire les choses autrement.

« Je ne crois pas que les choses se sont passées différemment à Berne ou ailleurs. »

Comparé à l'ensemble de la Suisse, le canton de Berne est resté dans le bas du classement tout au long de la crise en ce qui concerne le nombre de personnes infectées et de décès (situation au 30 juin 2020). Pour quelle raison Berne s'est si bien sorti de cette crise jusqu'à présent?

Je ne crois pas que les choses se sont passées différemment à Berne ou ailleurs. Cela peut s'expliquer par un facteur géographique, auquel s'ajoute sans doute une part de « chance ». Les cantons frontaliers ont été plus rapidement touchés que nous ou la Suisse centrale. De ce point de vue, Berne est un peu en retrait, ce qui nous a aidés. Nous n'avons été touchés que plus tard par la vague épidémique et avons donc pu prendre toutes les mesures en amont, ce qui nous a fortement protégés.

Des critiques à l'encontre des mesures du Conseil fédéral ont été entendues: l'économie souffre du confinement. Avec le recul, voyez-vous des mesures qui étaient éventuellement exagérées?

Je crois que c'est dans la nature des choses que chaque mesure fasse tôt ou tard l'objet de critiques. Bien sûr, l'économie est fortement touchée.

La pandémie a un coût énorme pour la population. Cependant, sur la base des connaissances actuelles, j'estime que le Conseil fédéral a pris les bonnes mesures. Elles ont fait que notre système de santé n'a pas été surchargé, que nous n'avons pas eu de pandémie grave et que la population a bien suivi. Nous avons ainsi été relativement épargnés. Rétrospectivement, nous pouvons dire que nous aurions pu définir d'autres niveaux de restrictions dans certains domaines, mais selon l'état actuel de nos connaissances, nous avons fait ce qu'il fallait. Si l'on s'attend à un scénario comme en Italie du Nord, il faut aller très loin. Si l'on s'attend à des scénarios moins graves, les restrictions peuvent être moins draconiennes.

Dans quels domaines aurait-on donc pu définir d'autres niveaux de restrictions, rétrospectivement?

À mon avis, rien n'a été inutile. Cependant, il faut continuer de discuter des points où l'économie a été touchée par les fermetures. Ce n'est pas vraiment anodin, car il y a toujours un décalage de 10 à 14 jours. Ce n'est qu'une fois ce délai passé que l'on peut constater quelles mesures ont été efficaces. Il faudrait essayer de le réduire tout en prenant des dispositions plus restreintes et plus ciblées. Moins de restrictions signifie toutefois que la personne concernée ou l'entreprise doit assumer une bien plus grande responsabilité. C'est ce qui est actuellement tenté dans le cadre des assouplissements. Dans les prochaines semaines, nous verrons à quel point cette responsabilité est assumée. Et j'ai l'impression que la population n'a pas envie d'assumer beaucoup de responsabilités. Si nous avons de la chance, cela ne changera pas grand-chose au niveau du nombre de cas, mais ce serait surprenant.

On voit aussi maintenant que les restrictions étaient très sévères dans le secteur de la santé. Dans le cas d'une nouvelle vague, on serait très certainement moins restrictifs à ce niveau-là. On pourrait le faire en suivant très étroitement les nombres de lits, de respirateurs, etc., et en ajustant les restrictions en conséquence.

Pendant longtemps, les consultations non urgentes chez le médecin ou à l'hôpital étaient interdites. Parfois, les médecins ne savaient pas exactement quels patients ils avaient le droit de traiter. Maintenant, la situation s'est inversée: on craint une prise en charge insuffisante. Le canton de Berne a lancé une campagne qui appelle la population à consulter lorsque cela est nécessaire. Est-ce que vous n'appelleriez plus à éviter les traitements non nécessaires?

Certainement avec moins de véhémence tant que l'on voit qu'il n'y a pas de goulots d'étranglement



Depuis 2018, Linda Nartey est la médecin cantonale de Berne.

dans le système de santé. Les capacités sont un point important; c'est aussi le cas de la séparation stricte des personnes à risque et des malades. Nous voulons protéger les personnes vulnérables le mieux possible. Sur ce point également, il existerait des possibilités supplémentaires qui ne nécessiteraient pas de restreindre les traitements trop fortement. Cependant, cela signifie aussi que les cabinets et les hôpitaux devront assumer une responsabilité bien plus grande en s'assurant que les populations de patients sont séparées au sein de l'établissement tout en se protégeant eux-aussi, aussi bien le personnel que les patients. Pour cela, les processus doivent être adaptés, par exemple dans la formation du personnel et l'acquisition de matériel de protection. Au vu de la situation passée, on peut dire qu'il n'était pas possible de faire autrement. Nous avons reçu l'information selon laquelle il n'y avait pas assez de matériel de protection dans de nombreux cabinets et dans d'autres secteurs ambulatoires. Dans ce cas-là, on ne peut pas faire autrement. Aujourd'hui, la situation est heureusement différente.

Y a-t-il un domaine pour lequel vous avez l'impression que cela aurait dû être fait différemment dès le début ?

La discussion porte actuellement sur la question de savoir si l'on aurait dû introduire plus tôt une obligation du port du masque dans certaines situations. Je trouve que cette discussion est relativement difficile, et je n'ai pas encore un jugement définitif dessus. La fonction de protection des masques ne s'est pas améliorée simplement parce que nous en avons

plus. On ne peut jamais et on n'a jamais pu se fier à 100 % aux masques. C'est un fait qui ne changera pas. On aurait pu éventuellement prodiguer des recommandations plus concrètes dans certains cas, pour sensibiliser la population. Mais pour la première vague, je pense qu'elles étaient adéquates. Rétrospectivement, nous en savons plus, ce qui fait que nous pourrions effectuer des ajustements pour la prochaine vague.

« On voit maintenant que les restrictions étaient très sévères dans le secteur de la santé. »

Sur la base des connaissances actuelles, approuvez-vous l'introduction de l'obligation du port du masque ?

Il faut le voir en fonction de la situation. Une obligation générale de porter un masque est inutile, j'en reste convaincue. La communication est correcte : là où les distances ne peuvent pas être respectées, il faut prendre des mesures supplémentaires, que ce soit au niveau des vitres en plexiglas ou des masques de protection. Cette recommandation existait déjà dans les transports publics. Il y a une chose que je ne comprends pas : d'un côté, la population veut le moins possible de limitations et d'un autre côté, le port du masque dans les transports publics n'est accepté qu'à travers une obligation. Lorsque l'on veut être perçu comme une personne et une population

responsables, les recommandations devraient déjà suffire à produire un très bon effet.

Par rapport au reste de la Suisse, est-ce que l'application SwissCovid reçoit un bon accueil dans le canton de Berne ? Êtes-vous satisfaite de son démarrage ?

Personnellement, je ne sais pas à quel point cette application est utilisée. Je n'ai pas vu de chiffres. Si je ne me trompe pas, le nombre des utilisateurs est encore en dessous d'un million (situation au 30 juin 2020). L'installation de l'application est une chose, car encore faut-il l'activer en sortant de chez soi. Et toutes les autres étapes (mise en quarantaine volontaire après un avertissement, test au bout de 5 jours) doivent être suivies avec rigueur. Cette application peut alors avoir son utilité et compléter toutes les autres mesures. Par contre, cela ne sert à rien de se contenter d'utiliser l'application et d'ignorer toutes les règles de distance et d'hygiène. Le plus efficace est d'éviter toutes les situations de contact rapproché.

« Je garde l'espoir que nous pourrions empêcher l'arrivée d'une deuxième vague associée à un pic encore plus élevé que celui de la première. »

Êtes-vous optimiste quant à l'absence d'une deuxième grande vague ?

Je garde l'espoir que nous pourrions empêcher l'arrivée d'une deuxième vague associée à un pic encore plus élevé que celui de la première. Cependant, je pars du principe qu'il y aura une deuxième vague. Nous n'avons pas d'autres bases de travail, et les experts n'ont pas non plus émis de déclarations contraires.

Prendrez-vous des vacances cet été ? Où irez-vous ?

J'ai prévu des vacances à la fin juillet. Si je pourrai les prendre ? Cela dépendra de l'évolution de la situation. Je resterai en partie à la maison, je profiterai du temps et je ferai des excursions. J'irai éventuellement passer quelques jours dans une maison isolée en France, mais tout dépendra de la situation épidémiologique.

Linda Narthey

Linda Narthey est la médecin cantonale de Berne depuis le 1^{er} mars 2018 ; elle a auparavant exercé en tant que médecin cantonale adjointe pendant quatre ans. Après un doctorat en médecine à l'Université de Berne, Mme Narthey obtient le titre de médecin spécialiste en prévention et santé publique ainsi qu'un Master of Science en épidémiologie à la London School of Hygiene and Tropical Medicine. En mai 2017, elle termine des études post-diplôme en management de la santé à l'Université de Berne.

Après l'examen d'État, Linda Narthey travaille pendant huit ans comme médecin-assistante en chirurgie, gynécologie/obstétrique et médecine interne, comme assistante de cabinet et remplaçante dans un cabinet de médecine de premier recours, et comme médecin au Centre de santé pour les femmes de la ville de Berne. Elle travaille ensuite comme collaboratrice scientifique à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne puis, de 2005 à 2009, comme collaboratrice scientifique dans le département des maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique. De 2009 à 2014, Linda Narthey est responsable de la coordination des projets à la Clinical Trial Unit CTU de l'Université de Berne.

Mme Narthey a grandi dans les cantons de Berne, Zurich et d'Argovie. Mère d'un fils de 21 ans et d'une fille de 19 ans, elle vit avec sa famille à Berne.

Calendrier 2020

Société des Médecins du
Canton de Berne

17 septembre

Conférence élargie des
présidents (présidents des
associations du canton
et des sociétés spécialisées)

14 octobre, 17:00

PME Bernoises, assemblée
automnale ordinaire des
délégués à Aarberg

15 octobre

Assemblée des délégués,
après-midi

28/29 octobre

Chambre médicale de la
FMH, toute la journée à Berne
(Bernexpo)

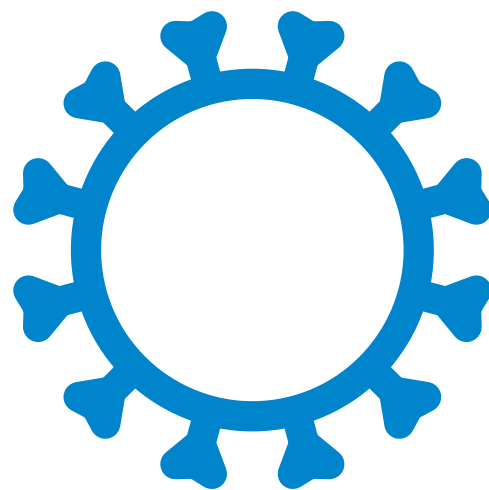
12 novembre

Assemblées des associations
du canton, dans tout le canton

Du 25 au 28 novembre

BETAKLI

Testen Sie unsere Kompetenz.



Das medizinisch-diagnostische
Labor an der Südbahnhofstrasse 14c
in Bern.

www.medics.ch

 **medics**
professionell
und persönlich

Après la crise, c'est avant la crise

Pendant la pandémie de COVID-19, la Suisse a pu s'appuyer sur trois éléments : le personnel, l'infrastructure et des processus opérationnels dans le secteur de la santé. Cependant, il existe un potentiel d'amélioration dans ces trois domaines.

Texte : Andrea Renggli, Service de presse et d'information (PID)

Photo : Keystone

Le Conseil fédéral a certes réagi tardivement, mais correctement et de manière proportionnée, à la propagation du coronavirus ; c'est du moins l'opinion de la plupart des commentateurs et des politiciens. D'après une étude réalisée au début du mois de juin par le Deep Knowledge Group, un consortium d'entreprises et d'organisations à but non lucratif, la Suisse est même considérée comme le pays le plus sûr en ce qui concerne le coronavirus. Et cela grâce à des notes maximales en matière d'efficacité des quarantaines, de suivi, de rythme des assouplissements et de stabilité de l'économie. Le fait est que la Suisse peut se permettre de soutenir l'économie et les entreprises dans cette situation difficile en injectant beaucoup d'argent.

Les trois facteurs de résilience

C'est également un fait que notre solide système de santé a toujours été en mesure de traiter les personnes touchées par la COVID-19. D'après Jérôme Cosandey, le directeur romand d'Avenir Suisse, la résilience dont a fait preuve le système de santé suisse pendant la crise repose sur trois piliers : le personnel, l'infrastructure et les processus, comme il l'a expliqué dans plusieurs journaux du groupe Tamedia.

Le personnel médical des hôpitaux et des cabinets médicaux a reçu beaucoup de reconnaissance et d'éloges pendant le confinement. D'après M. Cosandey, en comparaison internationale, la Suisse dispose d'une bonne dotation en personnel. Par rapport au nombre d'habitants, le nombre de médecins, mais aussi celui du personnel soignant, a augmenté au cours des dernières années. En outre, une grande partie du personnel soignant travaille à temps partiel. Les hôpitaux suisses ont donc pu profiter d'une grande réserve de personnel pendant la crise.

L'équipement et l'infrastructure du secteur suisse de la santé ont également démontré leur valeur. Les hôpitaux ont rapidement mis en service des places supplémentaires en soins intensifs. Il a été possible d'augmenter les capacités de 60 %. Toutefois, M. Cosandey déplore le manque initial de masques et de vêtements de protection. Sur ce point, les cantons et les établissements de santé doivent tirer les leçons de la crise du coronavirus.

Mieux utiliser les ressources

Comme dernier pilier de la résilience du système de santé suisse, Jérôme Cosandey mentionne les processus. Il y voit des potentiels d'amélioration essentiellement au niveau de la gestion des ressources. Tandis que certains hôpitaux atteignaient presque



Membre du personnel des soins intensifs de l'hôpital Pourtalès à Neuchâtel.

leurs limites de capacité, d'autres sont restés à moitié vides pendant des semaines. Le représentant d'Avenir Suisse trouve également choquant que près de 20000 membres du personnel infirmier étaient en chômage partiel pendant la pandémie. Il envisage une sorte de corps de réserve pour les pandémies, semblable au corps de pompiers dans les entreprises, où une partie du personnel reçoit une formation dans la lutte contre les incendies.

Pour les représentants des professions infirmières, ce n'est pas une bonne idée : pendant la vague pandémique, c'est surtout du personnel en soins intensifs qui était demandé. Les assistants en soins et santé communautaire ne sont pas formés pour ce travail exigeant. Même s'il y avait suffisamment de personnel médical pendant la crise du coronavirus, le manque de personnel infirmier est incontestable – en particulier avec un diplôme du degré tertiaire. L'idée de M. Cosandey de se servir des nombreuses personnes travaillant à temps partiel dans le domaine des soins comme d'une réserve pour les périodes de crise a un autre point faible : dans les soins, ce sont surtout des femmes qui travaillent. Ce sont elles qui souvent sont en charge des tâches familiales non rémunérées en plus de leur emploi, et elles ne peuvent donc pas augmenter si facilement leur taux d'activité ou faire des heures supplémentaires.

Plus de personnel soignant, plus de coûts

M. Cosandey dresse le bilan suivant : l'État réglemente et possède les hôpitaux. À ce titre, il doit veiller à ce que toutes les parties impliquées puissent se préparer à une éventuelle nouvelle vague de la pandémie. Il ne voit en revanche que peu de nécessité d'agir au niveau des questions abordées dans le cadre de l'initiative sur les soins infirmiers. Il met en doute les prévisions fournies au sujet de la pénurie de soignants. En outre, une augmentation du personnel infirmier n'est pas compatible avec les appels à des soins de santé moins élevés – ce qui est aussi un sujet important dans la politique sanitaire et que de nombreuses personnes jugent brûlant.

Cet article a été réalisé dans le cadre d'une collaboration avec le Swiss Dental Journal de la SSO.

Différent et essentiel

Britta Reinsch a été élue à la présidence du conseil d'administration de PonteNova en août 2019. Avec doc.be, elle pose un regard sur le développement du TrustCenter et la première année de son mandat.

Texte : Nicole Weber, Service de presse et d'information

Photo : zVg

Britta Reinsch a contribué à façonner PonteNova presque depuis la création du TrustCenter. Avant d'être élue présidente en 2019, elle était déjà membre du conseil d'administration depuis 15 ans : son engagement a pris son essor en 2002, seulement deux ans après la fondation de PonteNova. « Dès le début, j'ai trouvé que c'était un complément fantastique à mon métier d'origine, la psychiatrie. Parce que la tâche est si différente, et pourtant si importante. En 2004, le corps médical ne s'intéressait pratiquement pas à la collecte des données : quasiment personne n'en comprenait les notions. Lorsque j'ai découvert cette idée, j'ai été tout de suite enthousiasmée. Je suis convaincue que nous pouvons apporter une valeur ajoutée substantielle au corps médical. »

Tirer plus de choses des données qui sont de toute façon déjà là

Lorsque PonteNova a été fondée en 2002 en tant que premier TrustCenter de Suisse adapté aux besoins des médecins, son but était clairement défini : le corps médical voulait obtenir une parité des données par rapport aux assureurs-maladie, intervenir dans la discussion politique en disposant de ses propres données, bien fondées, et soutenir les médecins dans des questions délicates, par exemple concernant les reproches de surmédicalisation. À cette fin, PonteNova a mis à disposition un instrument permettant de recueillir électroniquement

les données de facturation des médecins, qui peut d'une part être utilisé pour les échanges de données électroniques avec les assureurs, et d'autre part pour les traitements de données par les médecins (tableau du cabinet médical, etc.). Dès le début, elle était en contact étroit avec la SMCB – et cela continuera sous son mandat, comme le souligne Britta Reinsch pendant la discussion : « La collaboration est fructueuse pour les deux parties, et sous cette forme, elle est unique dans tout le pays. Pour moi, c'est une collaboration porteuse d'avenir que je veux poursuivre ! »

PonteNova a utilisé le fait qu'une collecte obligatoire des données soit mise en place par la Confédération dans le cadre de l'enquête MAS comme une occasion de proposer son soutien pour remplir les formulaires. PonteNova peut également utiliser les données des médecins pour de nouveaux champs d'activité plus larges. « Nous nous sommes diversifiés et développés sur le plan thématique dans une direction que je trouve plus passionnante que le simple échange de données électroniques avec les caisses-maladie. Avec ces prolongements, nous avons la possibilité d'en faire plus avec les données que nous possédons de toute façon déjà. La demande concernant nos prestations est réjouissante. »

Le turn around financier a été atteint

Maintenant, outre le soutien pour répondre à l'enquête MAS de l'Office fédéral de la statistique et à l'enquête permanente sur les coûts RoKo, PonteNova propose notamment des conseils sur

les procédures d'économicité et des prestations fiduciaires. De plus, des séminaires gratuits sont proposés aux membres sur les questions tarifaires ou sur la jurisprudence EAE actuelle. « Ces séminaires sont très appréciés et généralement rapidement complets. Il est réjouissant de constater un tel écho. Le contact direct avec le corps médical est enrichissant, et je ressens de la reconnaissance pour notre travail à travers les questions posées. »

Au cours de la première année du mandat de Britta Reinsch et grâce à la diversité de sa nouvelle offre, PonteNova a fait un grand pas en avant: « Nous avons enfin réussi le turn around nous permettant d'être financièrement indépendant de l'échange électronique de données. » Elle précise que cela n'est pas dû à sa présidence, « mais à son travail avec les collègues du conseil d'administration. Avec mon prédécesseur Adrian Sieber, nous y avons travaillé pendant des années. »

La crise du coronavirus n'a pas beaucoup ralenti Britta Reinsch dans la première année de son mandat. L'entreprise a largement été épargnée par les effets de la pandémie; seule la fin prématurée de MAS a été ressentie, car PonteNova aide les médecins à répondre à l'enquête. Elle a ressenti plus de changements dans son travail médical quotidien, en particulier lors du passage aux entretiens thérapeutiques par vidéoconférence: « Avec les patients que je connaissais déjà, cela s'est mieux passé que je le pensais. Mais ce n'est pas une véritable alternative. Il manque une dimension: en tant que psychiatre, je dois pouvoir reconnaître toutes les finesses dans les gestes et la mimique. »

Cohésion et diversité

En tant que psychiatre, elle exprime aussi son souhait pour l'avenir du système de santé: « Sur le plan purement psychiatrique, je souhaite une plus grande cohésion dans le secteur de la santé. Et une plus grande reconnaissance pour ce que nous faisons et offrons en tant que médecins. Dans les médias, nos médecins sont souvent représentés de façon négative, et j'aimerais pouvoir montrer une image positive du métier. »

Elle veut y contribuer par son engagement dans PonteNova. Sa vision: « Que nous soyons une entreprise où chaque individu ait le sentiment qu'on s'occupe de lui, qu'il soit chirurgien, médecin de famille, dermatologue ou de toute autre spécialité. Jusqu'à présent, nous étions forcément ancrés chez les internistes, les médecins de famille et les

psychiatres. Je souhaite que nous soyons encore mieux représentés dans les sociétés de discipline. » Et PonteNova doit améliorer encore sa diversité. « Les jeunes praticiens, tout comme les médecins expérimentés, doivent se sentir bien représentés. Au conseil d'administration de PonteNova, cette diversité est déjà devenue réalité. »



Britta Reinsch

Britta Reinsch a grandi à Hambourg et a étudié la médecine à Hambourg et à Berne. Elle a effectué sa formation de médecin spécialiste dans le canton de Berne au sein des Services psychiatriques universitaires (UPD) de Berne, du centre psychiatrique de Langenthal et du Berner Reha Zentrum Heiligenschwendi. Elle travaille principalement comme médecin spécialiste en psychiatrie et psychothérapie dans un cabinet de groupe à Berne et à temps partiel aux UPD de Berne pour le secteur SoWohnen (hébergement dans des familles d'accueil avec accompagnement sociopsychiatrique) en tant que cheffe de clinique. Elle est mariée, mère d'un fils aujourd'hui adulte et vit depuis 30 ans à proximité de Berne. En août 2019, elle a été élue à la présidence du conseil d'administration de PonteNova.

La direction de l'association réélue à l'unanimité

Lors de l'assemblée du 18 juin 2020, les délégués de la Société des médecins du canton de Berne ont réélu la présidente Esther Hilfiker, les deux vice-présidents Rainer Felber et François Moll, ainsi que l'ensemble du Comité pour un mandat supplémentaire de quatre ans. Tout à la joie de cette réélection, les participants ont « oublié », l'espace d'un instant, les règles de distanciation. Quelques impressions de l'assemblée des délégués.

Photos: Marco Zanoni





Coach my Career: bien conseillés pour avancer

Le projet de mentorat « Coach my Career » aide les jeunes médecins ainsi que les étudiants en médecine à planifier leur carrière professionnelle. Après des débuts réussis en Suisse alémanique, ce projet sera prochainement proposé aussi en Romandie.

Texte: Andrea Renggli, Service de presse et d'information (PID)

La situation des jeunes et futurs médecins n'est pas simple. Ils fourmillent d'idées et d'envies pour leur avenir personnel, mais ils manquent de connaissances et d'expérience pour déterminer quelle serait la prochaine étape la plus judicieuse dans leur carrière. Quels sont les meilleurs établissements de formation initiale et continue? Quels services de quels hôpitaux conviendraient pour un stage? Et qui faut-il contacter?

Conserver les connaissances pratiques

C'est ici qu'intervient le projet de mentorat « Coach my Career », lancé en 2018 par la FMH, l'association des médecins de famille et de l'enfance Suisse (mfe), l'Institut suisse pour la formation médicale postgraduée et continue (ISFM), l'association suisse des étudiants en médecine

(SWIMSA), l'association des médecins dirigeants d'hôpitaux de Suisse (AMDHS) et l'association suisse des médecins-assistants et chefs de clinique (ASMAC). L'objectif: des mentors expérimentés donnent des conseils aux jeunes médecins pour orienter leur carrière dans la bonne direction. La situation individuelle de la personne accompagnée est également prise en compte. De cette manière, les connaissances pratiques des médecins ne sont pas perdues.

Les responsables du projet ont pu recruter les mentors parmi les médecins-chefs ou médecins-cadres retraités, mais également parmi des personnes plus jeunes et encore en activité, ou encore parmi les médecins de famille établis. Leur point commun à tous: ils peuvent attester d'une expérience dans la formation continue. Ils disposent également d'un réseau professionnel étendu.

Début 2020, « Coach my Career » comptait 68 mentors actifs. Depuis le début du projet

en 2018, 59 jeunes médecins au total en ont bénéficié. La plupart d'entre eux ont déjà réalisé leur entretien de coaching, mais certains rendez-vous ont dû être reportés face à la pandémie de COVID-19.

On recherche des mentors

«Coach my Career» est évalué en permanence. Jusque-là, une vingtaine de questionnaires d'évaluation ont été remplis et prouvent la réussite du projet. La plupart des personnes guidées se sentent assez bien ou très bien conseillées et recommanderaient ce programme de coaching. Toutes reconnaissent les compétences professionnelles solides de leurs coaches. Toutefois, la mise en correspondance n'a pas toujours été parfaite. Les responsables vont donc continuer à tenter de recruter autant de mentors que possible, issus de tous les secteurs spécialisés.

Les coaches aussi ont évalué leur travail. En juin 2019, ils se sont rencontrés à l'occasion d'un atelier, pour échanger leurs expériences et donner leurs retours aux responsables du projet. Prochaine étape : proposer également ce programme en Romandie.

Cet article a été rédigé en coopération avec VLSS Info.

Coach my Career: de nouveaux visages à la tête du projet

Les nouveaux venus dans le programme «Coach my Career» sont Marc Jungi et Geraldina Mottini. Marc Jungi, médecin de famille dans un cabinet de groupe qu'il dirige, et membre du comité de l'association Médecins de famille et de l'enfance Suisse (mfe), est actif dans le groupe du projet «Coach my Career». Il s'engage pour ce programme car celui-ci soutient personnellement les jeunes médecins dans le choix des prochaines étapes de leur carrière. «Contrairement à d'autres programmes de mentorat, le mentor de «Coach my Career» connaît parfaitement les domaines de spécialités sur lesquels il donne des informations», explique Marc Jungi. Un autre avantage se trouve dans le fait que les personnes qui cherchent des conseils n'ont que peu d'obstacles à surmonter pour obtenir des entretiens. Geraldina Mottini est coordinatrice pour l'Association suisse des étudiants en médecine (SWIMSA). À ce poste, elle organise les conférences dans les universités aux cours desquelles les représentants de «Coach my Career» viennent présenter leur projet.

Vous aimeriez transmettre votre expérience en tant que mentor? Vous trouverez ici le formulaire d'inscription : www.fmh.ch/fr/prestations/tarifs-hospitaliers/coach-my-career.cfm

Prix Olé pour le corps médical suisse

La présidente de la SMCB, Esther Hilfiker, a reçu le prix Olé 2020 décerné par le parlement des enfants de la ville de Berne, au nom de la FMH et de tous les médecins de Suisse.

Texte : Nicole Weber, Service de presse et d'information (PID)
Photo : Andrea Renggli

Chaque année, le parlement des enfants de la ville de Berne décerne deux prix : le prix Olé pour les comportements respectueux à l'égard des enfants, et le prix Plämu pour les comportements non respectueux. Ce prix de la honte revient à Nestlé pour la privatisation de l'eau potable. Cette année, les enfants ont remis le prix Olé récompensant les comportements respectueux à l'égard des enfants aux médecins de Suisse « pour leur engagement extraordinaire pendant la crise du coronavirus ».

En tant que « médecin-chef » du canton de Berne, Esther Hilfiker a été invitée à la remise des prix à la Berner Generationenhaus et s'est vu remettre le prix pour le compte de la FMH. Elle a remercié les enfants au nom de tous les médecins : « En tant que médecins, nous sommes très honorés que le parlement des enfants nous ait attribué ce prix, qui nous encourage à perpétuer notre engagement envers les grands comme les petits patients. » C'est avec plaisir qu'elle a accepté l'invitation à participer à la prochaine session du parlement des enfants.

Pour le compte de la FMH, la présidente de la SMCB Esther Hilfiker reçoit le prix Olé des mains de Dominic (11), Liam (10), Ella (12), Stephanie (13) et Nicolas (14) (de gauche à droite).



be-med a 10 ans

L'école bernoise pour les professions d'assistance médicale fête cette année ses 10 ans d'existence.

Texte: Nicole Weber, Service de presse et d'information (PID)

L'école bernoise pour les professions d'assistance médicale (be-med) a officiellement commencé ses activités de formation il y a dix ans, au mois d'août. La be-med est le résultat d'une coopération étroite entre la SMCB, la Société suisse des médecins-dentistes SSO et la Société des vétérinaires bernois VBT. Depuis lors, de nombreux assistants médicaux, dentaires et vétérinaires ont pu bénéficier du large éventail de formation de l'école. Sa particularité: l'école professionnelle et les cours interentreprises sont rassemblés sous le même toit; la théorie et la pratique sont donc étroitement liées.

Le directeur de l'école Christoph Haenssler, qui a participé au développement de la be-med et dirige l'école depuis sa fondation, se remémore la décennie écoulée avec fierté: «Pendant ces dix années, à partir de

quatre écoles et cultures différentes (Feusi, HVA-didac, Noss et BSDA), nous nous sommes rapprochés pour devenir un seul établissement à la culture commune. Avec le développement de la formation des coordinateurs en médecine ambulatoire (CMA) comptant désormais sept nouveaux modules, nous avons créé une formation attrayante pour nos diplômés dans le secteur tertiaire.»

La SMCB félicite la be-med pour cet anniversaire et lui souhaite de nombreuses autres décennies de réussite!



Stelle suchen. Stelle finden.

Täglich neue
Stellen in Ihrem
Wohnkanton!

Das führende Stellenportal
für medizinisches Praxispersonal

praxisstellen.ch

Kooperations-Partner



Schweizerischer Verband
Medizinischer Praxis-Fachpersonen